

## LA CRISE ACTUELLE, LA STRATÉGIE DES BOURGEOISIES ET LES OBJECTIFS DU PROLÉTARIAT RÉVOLUTIONNAIRE

Le capitalisme a connu de longues périodes de soi-disant "développement pacifique", qui ne le furent jamais, mais qui n'ont pas conduit à des crises générales de la société bourgeoise. Cela s'est produit en Europe occidentale de 1871 à 1914, et de 1945 jusqu'à la fin du siècle dernier.

Avant de poursuivre sur le sujet qui nous occupe, rappelons que la première de ces périodes historiques a été l'occasion de guerres coloniales et de violentes luttes de classe du prolétariat en pleine ascension pour se constituer en *classe pour soi*, et non pour le Capital. Et le second a été le théâtre d'interventions impérialistes dans le monde entier, de guerres révolutionnaires anticoloniales et de crises économiques qui se sont succédées à partir de 1973.

D'autre part, dans les années '60 et '70, dans les continents de capitalisme émergent, le retard des structures économiques et sociales a donné lieu à de violentes convulsions sociales, comme ce fut le cas au Brésil, au Chili, en Uruguay, en Argentine et en Amérique centrale<sup>1</sup>. Mais même si ces remises en question concernaient des zones géographiques entières, comme cela s'est également produit en Europe de l'Est avec l'effondrement de l'empire colonial russe (appelé à tort "soviétique"), le capitalisme mondial lui-même ne s'est pas effondré; il s'est plutôt nourri des transformations sociales qui ont suivi ces crises continentales.

Dans les métropoles impérialistes, les profondes transformations technologiques et sociales qui ont eu lieu après la crise de 1973 ont fait qu'au lieu de générer un nouveau mouvement prolétarien, elles ont été la cause de la persistance de son absence en tant que force historique ayant une volonté propre et un programme anticapitaliste<sup>2</sup>.

Déclenchée par l'effondrement financier des *subprimes*, la plus grande crise d'après-guerre qui a frappé de plein fouet le capitalisme mondial dans toutes les aires géographiques s'est produite en 2008-2009. Avec beaucoup d'efforts, les États impérialistes et leurs banques centrales ont réussi à sauver leurs systèmes financiers d'une faillite généralisée en injectant continuellement des sommes colossales dans les circuits bancaires à des taux dérisoires, favorisant à leur tour un endettement énorme des entreprises et des bulles financières encore plus gigantesques prêtes à exploser. Mais, en fin de compte, il s'agissait d'une tentative désespérée pour renvoyer à plus tard une situation de crise qui ne pouvait que se reposer en des termes encore plus violents.

---

<sup>1</sup> La liste n'est pas exhaustive.

<sup>2</sup> Ce sujet est développé dans l'ouvrage d'Alessandro Mantovani, "XXème Siècle, la contre-réforme capitaliste", que nous publierons très prochainement.

Malgré tous les efforts et les jongleries des pays capitalistes développés, seule la Chine - et, loin derrière elle, les États-Unis - a réussi à se rétablir et à se développer de manière significative<sup>3</sup>. Tous les autres n'ont fait que du “sur place” (sauf l'Italie dont le PIB s'est considérablement détérioré). Et, après une mauvaise année de croissance en 2019, le FMI, la Banque Mondiale et l'OCDE ont tous annoncé une année encore pire pour 2020.

La guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine n'a pas été la cause de la mauvaise performance du capitalisme mondial, mais la conséquence directe de sa quasi-stagnation. On peut en dire autant de la guerre commerciale du pétrole entre la Russie, l'Arabie Saoudite et les États-Unis.

La chute du taux de croissance de la production mondiale, les bulles financières, les affrontements douaniers entre les grandes puissances et la dégringolade du prix du pétrole ont été les signes avant-coureurs d'une crise imminente qui a éclaté en janvier 2020. Bien qu'il soit encore trop tôt pour prévoir toute l'ampleur de cette crise déclenchée - mais non générée - par la pandémie, il est déjà possible de prédire qu'elle sera plus grave que celle de 2008 et en esquisser certains de ses principaux contours.

Si la crise de 2008-2009 fut initialement financière avec de graves répercussions sur l'économie réelle<sup>4</sup>, la crise actuelle a commencé par la paralysie de l'économie chinoise et son extension sur une grande partie de la planète<sup>5</sup>. Elle a été suivie par le crash des marchés boursiers et ensuite elle est devenue une crise sociale et mondiale généralisée.

Au cours des deux dernières semaines, 10 millions de travailleurs américains ont été mis au chômage, annonçant une augmentation massive du nombre de chômeurs dans le monde. Et la bourgeoisie américaine, par la bouche du secrétaire américain au Trésor, Steven Mnuchin, a

---

<sup>3</sup> Croissance du PIB dans certains pays entre 2008 et 2018 (entre parenthèses la croissance annuelle moyenne sur la période) : Italie -3,3% - Espagne 6,4% (0,6%) - Japon 7% (0,7%) - Russie 8,8% (0,8%) - France 9,6% (0,9%) - Grande-Bretagne 13,1% (1,2%) - Allemagne 13,2% (1,2%) - États-Unis 19,2% (1,8) - Chine 114,8% (7,9%).

<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?codeTheme=2&codeStat=NY.GDP.MKTP.KD&codePays=ITA&optionsPeriodes=Aucune&codeTheme2=2&codeStat2=x&codePays2=USA&optionsDetPeriodes=avecNomP&langue=fr>

<sup>4</sup> En réalité, la bulle des *subprimes* fut une tentative désespérée aux États-Unis de donner au secteur de la construction un répit qui, autrement, aurait été en crise des années plus tôt.

<sup>5</sup> Après le confinement de 1,3 milliard d'hindous, près de 50 % de l'humanité se trouve dans cette situation.

estimé que cette crise générale pourrait doubler le nombre de chômeurs générés par la crise de 2008<sup>6/7</sup>.

Si la situation des grandes masses de travailleurs dans les pays centraux est déjà dramatique<sup>8</sup>, elle l'est encore plus dans les pays "périphériques", où ils sont totalement dépourvus de protection et de ressources et subventions publiques conséquentes, sans parler de la surpopulation des grandes masses paupérisées dans les bidonvilles qui aggrave de façon exponentielle le contexte sanitaire et social face à la pandémie<sup>9</sup>. Les quartiers défavorisés des métropoles impérialistes n'échappent pas à cette situation désastreuse<sup>10</sup>. Les politiques alimentaires de contention, les 1.200 dollars Trump par personne ou les 10.000 pesos du gouvernement argentin qui l'un et l'autre ont décidé de distribuer aux familles à faibles revenus ne sont qu'une goutte d'eau dans l'océan des besoins fondamentaux et vitaux des populations les plus démunies.

Les illusions construites sur les "garanties" fragiles offertes par le capitalisme vont également s'effriter - elles s'effritent déjà - même pour les travailleurs officiellement déclarés, à l'image de la brutale décision de Techint, le plus grand conglomérat industriel argentin, qui, au cours du confinement général du pays, a licencié 1.450 ouvriers du bâtiment.

---

<sup>6</sup> [https://www.challenges.fr/monde/etats-unis-trump-lance-un-plan-massif-pour-sauver-l-economie-de-la-pandemie\\_703174](https://www.challenges.fr/monde/etats-unis-trump-lance-un-plan-massif-pour-sauver-l-economie-de-la-pandemie_703174)

<sup>7</sup> L'OIT estime à 25 millions le nombre de chômeurs résultant de la crise actuelle. Il serait déraisonnable de considérer que ce chiffre soit exact, puisque les masses de prolétaires travaillant au noir ne sont pas incluses dans les calculs officiels. Le 3-4 Le Monde publiait une note où l'on peut lire : *“Au Royaume-Uni, 950 000 personnes se sont inscrites aux « crédits universels », l'allocation sociale de base, pendant les deux dernières semaines de mars C'est quinze fois plus que la normale. L'Espagne a perdu 900 000 emplois en mars (...). En Autriche, le nombre de chômeurs, dont les statistiques sont publiées quotidiennement, a progressé de 66 % en mars. En Allemagne ou en France, les seules statistiques disponibles concernent pour l'instant le nombre de chômeurs partiels (5 millions à cette date, ndr.), et il est trop tôt pour en tirer des conclusions. Mais personne ne se fait d'illusion : quand les chiffres seront publiés, ils seront catastrophiques”*.

<sup>8</sup> Selon le secrétaire général de l'OCDE, Angel Gurría, *“dans les pays de l'OCDE, plus d'un tiers des ménages sont en proie à l'insécurité financière, ce qui signifie qu'ils pourraient tomber dans la pauvreté s'ils étaient privés de revenus pendant trois mois. Et lorsque la crise sanitaire sera terminée, les populations devront faire face à la crise de l'emploi qui suivra”*. [Le Monde, 31-3-2020]

<sup>9</sup> Cf. une description saisissante dans en <https://www.facebook.com/213440425391495/posts/2906614119407432>

<sup>10</sup> Comme dans la région parisienne de Saint Denis ou dans la partie nord de Marseille.

D'autre part, cette crise va encore accentuer les antagonismes inter-impérialistes croissants, déjà exacerbés suite à la crise précédente. Non seulement entre les États-Unis et la Chine, mais aussi entre les États-Unis et leurs prétendus alliés européens, et entre les États de l'Union Européenne eux-mêmes. Cette crise ne cessera d'aiguiser la "guerre de tous contre tous"<sup>11</sup>.

La déclaration du président français selon laquelle "*l'Europe va disparaître victime d'une extraordinaire fragilité si elle ne se pense pas et ne s'affirme pas en tant que puissance*", sa déclaration selon laquelle l'Alliance de l'Atlantique Nord (OTAN) est dans un "*état de mort cérébrale*" et que "*l'Europe doit se doter de la capacité militaire indispensable pour affirmer son autonomie stratégique*", et son voyage en Russie pour tenter de se rapprocher de Poutine, sont des signes clairs que le conflit entre les États-Unis et l'Europe n'est pas seulement une question commerciale.

Et bien que l'Union Européenne ait pu subsister jusqu'ici en tant que Marché Commun, en tant qu'entité politico-stratégique elle n'a jamais été autre chose qu'une fiction, comme le démontre l'absence totale de politique commune face à l'arrivée massive d'immigrants d'Asie et d'Afrique. Le Brexit a sapé les fondements de sa première et unique fonction, et la crise actuelle a montré toutes ses limites avec l'impossibilité de mettre en œuvre la garantie solidaire des dettes des pays membres. Cette crise va à son tour exacerber leurs tensions internes et le "*chacun pour soi*", à l'image de la fermeture des frontières suite au déclenchement de la pandémie.

Aucune guerre, quelle que soit sa nature, ne peut être menée sans que les États imposent par la force que leurs "troupes" et "l'arrière-garde" soient fermement soumises aux besoins des belligérants. Les discours "guerriers" contre "le virus" et les appels à la réalisation d'"Unions Sacrées" de redoutable mémoire sont un premier signe de la tentative de resserrer les rangs autour de la "Nation en danger", en exerçant une pression maximale sur les masses travailleuses de l'"arrière" et sur celles du "front" qui ne disposent même pas d'équipements ou de tranchées où elles pourraient se prémunir contre le "virus".

Les guerres commerciales qui sont déjà - et seront encore plus - intensifiées par les récessions des marchés n'échappent pas à ces principes généraux. Toutes les bourgeoisies s'y préparent, en instaurant des états de siège, en donnant les pleins pouvoirs aux gouvernements et en

---

<sup>11</sup> À cet égard, la guerre actuelle sur le marché du pétrole est très éloquente. La paralysie économique, le confinement des populations et la réduction générale des transports ont fait que, le 30-3, sur le marché du WTI (West Texas Intermediate qui sert de référence sur le marché américain) le baril de pétrole a franchi la barre de 20 dollars, et que le Brent (référence sur le marché européen) était à 22,93, perdant ainsi 60% de sa valeur en seulement 30 jours, et il n'est pas exclu qu'il tombe à 10 dollars. Selon l'éditorialiste du *Financial Time*, la crise du pétrole est la plus grave depuis un siècle. La situation est terrible pour les pays producteurs comme le Nigeria qui vend sa production à seulement 3 dollars le baril, alors que les Canadiens (producteurs de pétrole très lourd) le font à moins de 4 dollars (sans toutefois trouver d'acheteurs).

empiétant les libertés démocratiques et la législation de "temps de paix"<sup>12</sup>. En donnant l'exemple et en annonçant un avenir d'oppression encore plus exacerbée, le Parlement français a légiféré la possibilité d'imposer 60 heures de travail hebdomadaire et le travail du dimanche, un retour aux conditions d'exploitation du XIXe siècle, tout en refusant d'augmenter le taux d'imposition des revenus élevés.

Cette crise se produit dans un contexte social et international hautement conflictuel. En France, au Chili, en Équateur, en Colombie, en Algérie, en Irak, en Iran, au Liban, de larges masses de la population se sont mobilisées pendant des mois contre les conditions politiques et sociales imposées par les classes dominantes. Aux États-Unis, en Italie et en France, la crise actuelle a provoqué des réactions des travailleurs qui ont refusé de devenir la chair à canon de la bourgeoisie dans la "guerre contre le virus"<sup>13</sup>.

Au nom du respect de confinements médiévaux qui sont la preuve évidente de l'échec des politiques étatiques à assurer des conditions sanitaires adéquates aux grandes masses de la population, les États ont mobilisé leurs forces répressives. Plus qu'une nécessité de la " guerre contre le virus ", et faisant preuve d'un autoritarisme indiscriminée, ils tentent d'empêcher que les conditions d'existence de larges couches de la population, détériorées par la pandémie, les politiques gouvernementales et patronales et le confinement, ne se transforment en révoltes sociales<sup>14</sup>.

Les crises générales de la société capitaliste, comme les révolutions, concentrent et renforcent en de courtes périodes de temps les antagonismes économiques, sociaux, politiques, nationaux et internationaux qui, en période de "développement pacifique", apparaissent comme dispersés dans l'espace et le temps. La crise actuelle, comme celle de 1929, met brutalement à nu l'ensemble des antagonismes entre classes et nations qui ne peuvent que s'accroître à l'avenir.

---

<sup>12</sup> D'après *Le Monde* du 31-3, "[Partout en Europe], l'état d'urgence sanitaire décrété dans plusieurs États membres de l'Union européenne met à rude épreuve les libertés fondamentales au cœur des démocraties". "[En France] la loi du 23 mars a donné au premier ministre des prérogatives exorbitantes de restriction des libertés individuelles, sans réel contrôle du Parlement ni des contre-pouvoirs (...) "Ce régime d'exception, par nature, a observé le Syndicat de la Magistrature, bouscule les règles fondamentales d'un État de droit". La démocratie française avait déjà accentué sa tendance totalitaire au nom de la lutte "contre le terrorisme" et des "excès" des gilets jaunes.

<sup>13</sup> Aux États-Unis, les réactions spontanées des travailleurs de l'industrie automobile ont forcé Fiat-Chrysler, General Motors et Ford à fermer leurs usines. En France, Peugeot a également été contraint de le faire, et en raison de la réticence des travailleurs le gouvernement a dû implorer publiquement l'ouverture des entreprises et la continuité de l'activité économique qui reste très perturbée.

<sup>14</sup> La violence aveugle de la police argentine contre les masses des quartiers pauvres est dénoncée dans <https://www.facebook.com/213440425391495/posts/2906614119407432>.

## LA CRISE ACTUELLE ET LES OBJECTIFS DU PROLÉTARIAT RÉVOLUTIONNAIRE

Les classes sociales et les forces politiques qui les représentent se préparent déjà à une période historique très mouvementée. Le prolétariat mondial devra sortir d'une prostration de près d'un siècle et relancer un défi frontal au capitalisme mondial, aux bourgeoisies et à leurs États. L'entreprise sera colossale. Mais des entrailles mêmes des antagonismes sociaux, des luttes des masses prolétariennes, devront émerger - ont émergé et émergeront nécessairement - des avant-gardes qui poseront les problèmes de l'émancipation de leur classe. Et ces avant-gardes devront se tourner vers le marxisme pour trouver la théorie, l'expérience et la boussole d'une lutte séculaire.

Pour les avant-gardes ouvrières anticapitalistes, cette crise ouvre une étape marquée par la nécessité de s'organiser et d'organiser sans sectarisme les masses prolétariennes sur tous les fronts de la lutte de classe (dans les usines, les entreprises, les quartiers défavorisés, parmi les travailleurs occupés et au chômage) afin d'opposer une résistance résolue aux offensives capitalistes et étatiques contre leurs conditions de vie et de travail, et contre les tentatives de les aligner sous les bannières des directions populistes, nationalistes ou réformistes.

La crise mondiale ouvre aux révolutionnaires internationalistes un large champ d'intervention au sein des masses qui ne peut et ne doit pas être laissé en friche. L'objectif fondamental est de faire en sorte que, à l'avenir, leurs inévitables révoltes puissent se transformer en Révolution.

Carlos Svidler (3-4-2020)